



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

DIRECTION DE LA
PROGRAMMATION
DES AFFAIRES
FINANCIÈRES
ET IMMOBILIÈRES

SOUS-DIRECTION
DES AFFAIRES
FINANCIÈRES

n° 182

DPAFI/SDAF/BCCOF
AFFAIRE SUIVIE PAR
Muriel DE BUTTET
Tél : 01 40 57.94 90
muriel.de-buttet@interieur.gouv.fr

Paris, le

15 MAI 2002

**LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR, DE LA SÉCURITÉ
INTÉRIEURE ET DES LIBERTÉS LOCALES**

A

MESDAMES ET MESSIEURS LES PRÉFETS

OBJET : Encaissement des amendes forfaitaires et des consignations émises par les agents de police municipale

PIÈCE JOINTE : Une circulaire

Je vous prie de trouver ci-joint la circulaire concernant les modalités d'encaissement des amendes forfaitaires et des consignations émises par les agents de police municipale, suite à la loi du 15 avril 1999 relative aux polices municipales.

Cette circulaire a été écrite en liaison avec les services de la direction générale de la comptabilité publique qui adressent dans le même temps une instruction sur le sujet aux trésoriers- payeurs généraux.

Je vous précise qu'en cas de difficulté de mise en œuvre de la présente instruction, il vous appartient de nommer un régisseur qui ne sera pas nécessairement le chef de la police municipale, conformément au décret n° 92-680 du 20 juillet 1992.

Mes services restent à votre disposition pour tout renseignement complémentaire que vous jugeriez utile d'obtenir.

Claude d'HARCOURT

**DIRECTION GENERALE DES
COLLECTIVITES LOCALES**

**DIRECTION DE LA
PROGRAMMATION, DES
AFFAIRES FINANCIERES ET
IMMOBILIERES**

NOR

I	N	T	F	0	2	0	0	1	2	1	C
---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---

3 MAI 2002

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR

A

**MESDAMES ET MESSIEURS LES PREFETS DE
DEPARTEMENT**

Objet : Instruction relative à l'encaissement des amendes forfaitaires et des consignations émises par les agents de police municipale.

La circulaire a pour objet de présenter les modalités d'application de la loi n° 99-291 du 15 avril 1999 relative aux polices municipales et de l'article R 130-2 du code de la route, dans les aspects relatifs à l'encaissement des amendes forfaitaires et des consignations émises par les agents de police municipale.

Selon les articles L 130-5 et R 130-2 du code de la route, en application de la loi n° 99-291 du 15 avril 1999 relative aux polices municipales, les agents de police municipale ont compétence pour verbaliser les contraventions à certaines règles des dispositions du code de la route.

Cette circulaire a pour objet de définir les modalités d'encaissement des amendes forfaitaires et des consignations par les agents de police municipale.

Pour procéder à l'encaissement des recettes de l'Etat précitées, une régie d'Etat devra être créée. Le fonctionnaire territorial, chef de la police municipale, sera nommé régisseur d'Etat.

Préalablement à la nomination du régisseur, en concertation avec celui-ci et en liaison avec le préfet, le trésorier- payeur général concerné détermine la trésorerie auprès de laquelle les fonds encaissés seront reversés et la périodicité de ce versement.

Les polices municipales situées dans les départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne pourront, à titre dérogatoire, continuer à utiliser leur numérotation spécifique (« 00000 ») au-delà du 1^{er} janvier 2003, dès lors qu'il existe dans ces départements une procédure informatisée du suivi des contraventions (interface entre la préfecture de police de Paris et le centre d'encaissement des amendes de Rennes).

Les polices municipales de ces trois départements, qui sortiraient de l'infrastructure informatique existante, devront :

- procéder à leurs propres commandes,
- envisager la mise en place d'une procédure de tenue de la gestion des carnets de verbalisation, d'enregistrement des paiements et d'établissement du bordereau de versement au Trésor public.

Dans cette dernière hypothèse, le Ministère de l'Intérieur (Direction des Transmissions et de l'Informatique) et le Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie (Direction Générale de la Comptabilité Publique) devront être préalablement informés de cette situation.

TITRE I. CREATION DES REGIES ET INSTALLATION DES REGISSEURS

La mise en œuvre du pouvoir de verbalisation des infractions au code de la route relève de la seule initiative du maire. La création de la régie et l'installation du régisseur incombent au préfet en concertation avec le maire.

1- Constitution des régies chargées de l'encaissement des amendes de police municipale

En vertu de l'arrêté- cadre du 29 juillet 1993 modifié (voir annexe 2), le préfet est désormais compétent pour créer les régies de l'Etat chargées d'encaisser les amendes forfaitaires et les consignations par les agents de police municipale.

La régie est créée par arrêté préfectoral, après avis conforme du trésorier- payeur général. Comme toute régie d'Etat, elle sera rattachée à la trésorerie générale et contrôlée par ses services.

L'arrêté de création de la régie doit contenir des visas et des dispositions obligatoires. Un modèle d'arrêté de création de régie se trouve en annexe 7.

Une ampliation de l'arrêté de création de la régie doit être transmise au régisseur titulaire, à la trésorerie générale, et au ministère de l'intérieur DPAFI, SDAF/ Bureau de la comptabilité centrale et de l'organisation financière - 7, rue Nélaton. 75015-Paris.

Avant la publication de l'arrêté préfectoral instituant la régie d'Etat, le fonctionnaire territorial, chef de la police municipale, use des prérogatives attachées à sa prochaine nomination.

2- La nomination du régisseur

Le régisseur est nommé par arrêté préfectoral. Un exemple d'arrêté de nomination se trouve en annexe 8.

Une ampliation de l'arrêté de nomination doit être adressée au régisseur titulaire, à la trésorerie générale, et au ministère de l'intérieur (voir adresse ci-dessus).

Préalablement à son entrée en fonctions, le régisseur est tenu de constituer un cautionnement auprès de l'association française de cautionnement mutuel (voir les documents joints en annexe 9), dans les conditions définies dans l'arrêté du 28 mai 1993, modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 (voir annexe 3).

Toutefois, en application de l'article 4 du décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 (annexe 1), le régisseur est dispensé de constituer un cautionnement lorsque le montant mensuel des recettes n'atteint par un certain seuil fixé par l'arrêté du 27 décembre 2001 (voir annexe 4).

Le régisseur peut prendre une assurance auprès d'un organisme d'assurance ; si cette adhésion ne revêt pas un caractère obligatoire, elle est néanmoins conseillée.

Le régisseur est installé dans ses fonctions conformément aux règles définies dans l'instruction codificatrice du 29 juin 1993.

TITRE II. FONCTIONNEMENT DES REGIES

3- Organisation de la régie

Le régisseur est assisté dans ses opérations d'un régisseur suppléant.

Le régisseur suppléant doit être nommé dans l'arrêté de nomination du régisseur titulaire. Il remplace le régisseur titulaire en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci. Il est compétent pour effectuer toute opération relative à la régie.

Les agents de police municipale autorisés à utiliser les carnets de verbalisation et d'encaissement immédiat sont les mandataires du régisseur titulaire.

Le régisseur titulaire exerce l'autorité hiérarchique sur le régisseur suppléant et sur les mandataires, en ce qui concerne les opérations relatives à la régie.

4- La sécurité de la régie

Dans l'intérêt du régisseur, il est conseillé que la régie soit installée dans un local sécurisé.

Il est notamment conseillé que les fonds et valeurs soient conservés dans une chambre-forte ou un coffre-fort dévolu à cet effet, auquel seul le régisseur titulaire a accès, ainsi que, le cas échéant, le régisseur suppléant et les mandataires sur autorisation du régisseur titulaire.

TITRE III. ROLE DU REGISSEUR

5- La responsabilité du régisseur

Le régisseur est responsable personnellement et pécuniairement de l'encaissement des fonds, de la tenue des comptabilités mises à sa charge, de la conservation et de la remise des fonds et valeurs.

Les opérations réalisées par les mandataires et le régisseur suppléant engagent la responsabilité du régisseur titulaire.

Le régisseur perçoit une indemnité de responsabilité déterminée par l'arrêté du 28 mai 1993 modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 (voir annexe 3).

Le régisseur mis en débet peut obtenir du ministre chargé du budget soit la décharge totale ou partielle, soit la remise gracieuse de sa responsabilité conformément aux dispositions du

décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs (voir annexes 5 et 6) et à celles du décret n°64-1022 du 29 septembre 1964 modifié relatif à la constatation et à l'apurement des débits des comptes publics et assimilés. Cette demande doit être revêtue de l'avis de l'ordonnateur principal concerné et de celui du comptable public assignataire.

6- Approvisionnement en carnets de verbalisation et en carnets d'encaissement immédiat

a- Les carnets d'encaissement immédiat

Ils sont remis au régisseur par le trésorier- payeur général. (voir annexe 10 pour une description du carnet d'encaissement immédiat et de son utilisation)

Le procès-verbal de remise des carnets à souches est constitué d'un seul feuillet. Il est signé par le régisseur et par le trésorier- payeur général. Ce dernier conserve une copie de ce document qui lui sert de décharge.

b- Les carnets de verbalisation

Le maire s'approvisionne en carnets de verbalisation auprès de l'imprimerie de son choix.

Ces carnets auront une numérotation particulière pour les distinguer des carnets de verbalisation utilisés par les autres services verbalisateurs.

A partir du 1^{er} janvier 2003, les carnets de verbalisation seront personnalisés par le remplacement des cinq premiers chiffres (« 99999 »), situés à gauche de la ligne CMC7 figurant au pied des trois volets de chaque contravention, par les cinq chiffres du code INSEE de la commune ayant créé la police municipale.

Pour procéder à la commande de carnets de verbalisation, le maire ou son délégué établit un bon de commande en double exemplaire. Un exemplaire sera conservé à la régie comme pièce justificative.

A cette fin, le maire indique sur le bon de commande :

- par nature de carnet de verbalisation (jaune, rouge et/ou vert) : la quantité souhaitée, les numéros des avis de contravention du dernier carnet livré dans la série commandée et la date de la livraison de ce document (le suivi de la numérotation par le maire a vocation à éviter les doublons);
- l'adresse à pré- imprimer au recto et au verso de la carte de paiement. Si l'adresse de livraison des carnets de verbalisation est différente de celle portée sur les cartes de paiement, elle doit être précisée sur le bon de commande.

A réception de la livraison, le régisseur procède à la vérification du contenu des envois en vérifiant les quantités et les numéros de série des carnets, et les enregistre en comptabilité matière. Les carnets sont ensuite conservés dans le lieu sécurisé affecté à la régie (voir supra titre II, paragraphe 4).

Les carnets de verbalisation nécessaires au fonctionnement de la régie d'Etat, étant acquis par la commune sur son propre budget, le maire ou son délégué peut à tout moment demander au régisseur de produire un compte d'emploi de ces carnets, notamment lorsqu'il doit être procédé à une nouvelle commande.

A titre transitoire, jusqu'au 31 décembre 2002, les agents de la police municipale peuvent utiliser les carnets de verbalisation présentant les cinq chiffres « 99999 » sur les trois volets de chaque contravention. Mais il faudra impérativement que seul le cachet de la police municipale, mentionnant l'adresse de ce service, soit apposé tant au recto et qu'au verso de la carte de paiement.

N.B. : La circulaire n° 3049 du 14 octobre 1994 relative à l'approvisionnement des collectivités locales en carte de contravention timbres- amendes (C.C.T.A.) sera abrogée ultérieurement par les ministères concernés.

7- La délivrance des carnets de verbalisation et d'encaissement immédiat et la gestion des stocks

Le régisseur attribue nominativement les carnets à chaque agent de police municipale autorisé.

L'agent de police municipale, mandataire du régisseur, conserve le carnet de verbalisation qui lui a été remis jusqu'à son épuisement.

En revanche, les 3^{ème} volets « procès-verbaux de contravention » utilisés sont remis, tous les soirs, au régisseur qui les enregistre et contrôle l'utilisation qui en a été faite. Ces procès-verbaux de contravention sont archivés trois ans par le régisseur.

Les cartes de paiement annulées (fautées ou hors d'usage par suite de déchirure, taches, mentions erronées ou autres accidents) qui doivent être agrafées au carnet de verbalisation sont archivées dans les mêmes conditions que celui-ci.

8- Encaissement des amendes

Dans le cas de l'encaissement immédiat (amendes forfaitaires ou consignations), les agents de police municipale perçoivent directement le montant de la condamnation pécuniaire qui donne lieu à la délivrance d'une quittance.

Ce paiement peut être effectué en numéraire ou par chèque bancaire.

En fin de journée, tout mandataire remet au régisseur les montants perçus (numéraire et chèques).

Pour toute infraction relevée avec établissement d'une carte-lettre, celle-ci peut être acquittée par apposition d'un timbre-amende ; la carte-lettre revient complétée du timbre-amende au régisseur. Celui-ci conserve le procès-verbal de contravention au sein de la régie pendant 3 ans.

La carte de paiement peut également être retournée au régisseur accompagnée d'un chèque. Dans ce cas, le régisseur doit remettre le chèque à la trésorerie (selon la procédure décrite ci-dessous).

Enfin, l'usager peut se présenter à la régie pour s'acquitter du paiement directement auprès du régisseur. Le versement ne peut être effectué que par chèque ou timbre-amende. Les chèques sont transmis à la trésorerie désignée à cet effet.

Préalablement à la remise des chèques, le service verbalisateur appose au verso de chaque chèque son cachet. Cette formalité facilitera les recherches du comptable du Trésor dans le cas où le chèque serait rejeté par la Banque de France.

A chaque reversement de fonds au comptable du Trésor, le régisseur établit, en double exemplaire, un bordereau de versement des chèques. Le modèle est présenté en annexe 11.

La remise des bordereaux de versement des quittances à souches d'encaissement immédiat se fait dans les mêmes conditions.

Le bordereau de versement des chèques est :

- conçu sans intercalaire possible ;
- revêtu d'un numéro d'ordre en continu dans une série annuelle qui est propre à chaque service verbalisateur ;
- signé par le régisseur lors de son établissement.

Ce document donne pour chaque chèque transmis :

- le numéro de l'amende forfaitaire ou de la consignation ;
- le nom du tireur ;
- le montant du chèque.

En principe, le versement à la caisse du comptable du Trésor a lieu le jour même de la réception des chèques. Par dérogation à ce principe, les versements pourront intervenir deux fois par semaine.

Après réception des chèques et du bordereau de versement de chèques, le comptable du Trésor appose sa signature sur les deux exemplaires du bordereau ; un exemplaire est conservé par le comptable et l'autre est restitué au régisseur qui doit le conserver.

Dans l'hypothèse où certains chèques ne peuvent pas être honorés, le comptable du Trésor adresse au régisseur un bordereau de rejet de chèques en double exemplaire. Le régisseur vérifie l'exactitude des mentions qui y sont portées, notamment le nom du tireur et le montant du chèque non encaissé.

Après ces vérifications, le régisseur appose sa signature sur le document (un exemplaire est conservé par le régisseur) et le renvoie au comptable du Trésor.

Le régisseur n'enregistre pas dans sa comptabilité les rejets de chèques.

En revanche, il prend en compte ce non paiement en tant que responsable du service verbalisateur et lance la procédure d'amende forfaitaire majorée.

9- Les opérations comptables de la régie

Le régisseur tient une comptabilité deniers et une comptabilité matière.

Le régisseur, ne disposant pas de compte de dépôt de fonds au Trésor, tient une comptabilité simplifiée.

a- La comptabilité deniers :

Le régisseur tient un livre- journal. Ce document permet d'enregistrer toutes les opérations comptables de la régie (voir modèle en annexe 12).

Le régisseur remet chaque fin de mois au comptable du Trésor une balance (voir modèle en annexe 13).

Des exemples types d'écritures sont donnés en annexe 14.

Sur la base de cas concrets, vous trouverez en annexe 15 un exemplaire de livre-journal et de balance mensuelle.

b- La comptabilité matière :

Le régisseur suit la comptabilité matière sur un registre dans lequel il enregistre les opérations suivantes:

- En entrée : le nombre de carnets reçus à la régie
- En sortie provisoire : le nombre de carnets remis aux mandataires
- En sortie définitive : le nombre de carnets utilisés par les mandataires

Un modèle de registre figure en annexe 16.

TITRE IV. LES CONTRÔLES

10- Contrôles et vérifications relatifs à la régie

L'ordonnateur, c'est-à-dire le préfet, peut effectuer les contrôles qui lui sont dévolus.

Le trésorier- payeur général et ses représentants peuvent également effectuer les contrôles comptables nécessaires. Ils ont accès aux fichiers et dossiers relatifs aux opérations de recettes, afin de permettre tous rapprochements utiles entre, d'une part, la comptabilité deniers et la comptabilité matière et d'autre part les opérations enregistrées par le régisseur et celles intégrées dans les écritures du trésorier- payeur général.

Les contrôles sont effectués sur pièce et sur place.

11- Recensement des contraventions dressées par les agents de la police municipale

Le préfet adresse d'ores et déjà à la Direction Générale des Collectivités Locales un recensement annuel des contraventions dressées par les différents services de police (police nationale (Sécurité Publique, CRS, PAF), police municipale) qui entrent dans le calcul de la répartition du produit des amendes de police forfaitaires entre les différentes collectivités territoriales bénéficiaires.

Il conviendra, désormais, de prendre en compte dans ces statistiques, les amendes forfaitaires dressées par les agents de police municipale au titre du présent dispositif.

TITRE V. LE MATERIEL INFORMATIQUE : UTILISATION DE WIN.A.F.

Il est recommandé à la commune d'utiliser un outil informatique ayant une interface compatible avec le système en place au sein des secrétariats des officiers du ministère public (GAIA.O.M.P)

En effet, une telle organisation informatique permet la transmission télématique des informations nécessaires à la prise en compte des contraventions dressées par les agents de police municipale par les secrétariats des Officiers du Ministère Public.

Le Ministère de l'Intérieur met gracieusement à disposition des polices municipales l'application Win.A.F. qui permet de tenir une gestion des carnets de verbalisation, d'enregistrer les paiements, de transmettre au secrétariat des Officiers du Ministère Public les amendes impayées et/ou passibles de retraits de points et d'établir automatiquement un bordereau de chèques destiné à la trésorerie. Il utilise une table « natinf » mise à jour régulièrement.

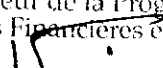
Les communes intéressées par cette offre se feront connaître auprès des services de la préfecture.

Afin d'éviter la coexistence dans le réseau de deux régimes différents d'amendes forfaitaires (transmission immédiate et conservation par les municipalités en attente de paiement), la date de départ de l'encaissement du produit des amendes par les polices municipales devra être arrêtée en concertation avec les officiers du ministère public territorialement compétents.

- 3 MAI 2002

Pour le ministre et par délégation
~~le directeur général des collectivités locales~~

Dominique BUR

Le Directeur de la Programmation,
des Affaires Financières et Immobilières


Claude d'HARCOURT

ANNEXES

Annexe 1 : Décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 modifié relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics	11
Annexe 2 : Arrêté du 29 juillet 1993 modifié habilitant les préfets à instituer ou à modifier des régies d'avances et de recettes de l'Etat auprès des services régionaux ou départementaux relevant du ministère de l'intérieur	17
Annexe 3 : Extrait de l'arrêté du 3 septembre 2001, modifiant l'arrêté du 28 mai 1993 relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents	28
Annexe 4 : Arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes	30
Annexe 5 : Décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs	31
Annexe 6 : Décret n° 76-70 du 15 janvier 1976 modifiant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966.....	36
Annexe 7 : Modèle d'arrêté préfectoral portant institution d'une régie de recettes auprès de la police municipale d'une commune	38
Annexe 8 : Modèle d'arrêté préfectoral portant nomination d'un régisseur d'Etat auprès de la police municipale d'une commune	41
Annexe 9 : Documents relatifs à l'association française de cautionnement mutuel	43
Annexe 10 : Description du carnet d'encaissement immédiat et modalités de son utilisation.....	45
Annexe 11 : Modèle de bordereau de versement de chèques en paiement d'amendes forfaitaires	46
Annexe 12 : Modèle de livre- journal	47
Annexe 13 : Modèle de balance	48
Annexe 14 : Exemple d'écritures comptables.....	49
Annexe 15 : Cas concrets : exemple de livre- journal et de balance mensuelle	50
Annexe 16 : Modèle de registre de comptabilité matière	53
Annexe 17 : Courrier du Directeur Général de la Comptabilité Publique aux trésoriers payeurs généraux relatif à la verbalisation de certaines contraventions routières/ Polices municipales.....	54

Annexe 1 :

*Décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif
aux régies de recettes
et aux régies d'avances des organismes publics*

DECRET n° 92-681 du
20 juillet 1992 relatif aux
régies de recettes et aux
régies d'avances des
organismes publics.

J.O. du 22 juillet 1992 p. 9813.

LE PREMIER MINISTRE

SUR le rapport du ministre de l'économie et des finances ;

VU le décret n° 60 de la loi 63-156 (loi de finances pour 1963 deuxième partie : Moyens des services et dispositions spéciales) ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment l'article 18 ;

VU le décret n° 65-97 du 4 février 1965, modifié par le décret n° 90-1071 du 30 novembre 1990, relatif aux modes et procédures de règlement des dépenses des organismes publics ;

VU le décret n° 65-845 du 4 octobre 1965 portant généralisation de la procédure de paiement sans ordonnancement préalable des rémunérations servies aux fonctionnaires et agents des services civils de l'Etat instituée par les décrets n°s 61-481 et 62-1110 ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements.

D E C R E T E :

Article 1er - Le présent décret fixe les conditions d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes et des régies d'avances instituées en application de l'article 18 du décret du 29 décembre 1962 susvisé. Les comptables publics pour le compte desquels les régisseurs effectuent leurs opérations sont dénommés dans le présent décret "comptables assignataires".

TITRE 1er

ORGANISATION DES REGIES

Article 2 - Les régies de recettes et les régies d'avances de l'Etat et des établissements publics nationaux sont créées par arrêté conjoint du ministre du budget et du ministre intéressé.

Toutefois, dans les limites et conditions fixées par un arrêté conjoint du ministre du budget et du ministre intéressé, des régies peuvent être créées ;

- par arrêté ministériel ;
- par arrêté du préfet après avis du trésorier-payeur général pour les régies d'Etat ;

- par décision du directeur de l'établissement public national.

Par ailleurs, les régies de recettes et les régies d'avances des établissements publics locaux d'enseignement sont créées, dans les conditions fixées par arrêté conjoint du ministre du budget et des ministres intéressés, par décision du directeur de l'établissement.

Article 3 - Sauf disposition contraire, prise en accord avec le ministre du budget, le régisseur est nommé par arrêté ou décision de l'ordonnateur de l'organisme public auprès duquel la régie est instituée.

Toutefois, en ce qui concerne les régies créées par le préfet en application de l'article 2, le régisseur est nommé par arrêté de ce dernier.

Selon les règles propres à chaque catégorie d'organisme public, la nomination du régisseur est soumise à l'agrément du comptable assignataire.

Article 4 - Avant d'entrer en fonctions, le régisseur est tenu de constituer un cautionnement pour le montant fixé par le ministre du budget ou avec son accord.

Toutefois, les régisseurs d'avances ou de recettes sont dispensés de la constitution d'un cautionnement lorsque le montant mensuel des avances consenties ou des recettes encaissées n'excède pas un seuil fixé par arrêté du ministre du budget.

S'agissant de la création de régie temporaire, c'est-à-dire pour une période n'excédant pas six mois ou pour une opération particulière, le régisseur pourra être dispensé de constituer un cautionnement sur décision de l'ordonnateur avec agrément du comptable assignataire.

Toute infraction aux dispositions qui précèdent entraîne la cessation immédiate des fonctions du régisseur.

Article 5 - Le régisseur ayant cessé ses fonctions peut obtenir un certificat de libération définitive des garanties prévues à l'article précédent :

- s'agissant d'une régie de recettes, s'il a versé au comptable assignataire la totalité des recettes encaissées par ses soins et n'a pas été constitué en débet ;

- s'agissant d'une régie d'avances, s'il a justifié de l'emploi de l'intégralité des avances mises à sa disposition, si le comptable assignataire a admis ses justifications et si le régisseur n'a pas été constitué en débet.

Le certificat mentionné ci-dessus est délivré par le comptable assignataire sur demande du régisseur.

Le comptable assignataire dispose d'un délai de six mois pour se prononcer sur cette demande. Passé ce délai, il ne peut refuser le certificat que s'il demande à l'autorité qualifiée la mise en débet du régisseur.

Le certificat de libération définitive est accordé au régisseur dès l'apurement du débet.

TITRE II

FONCTIONNEMENT DES REGIES

A - Régies de recettes

Article 6 - Sauf dérogation accordée par le ministre du budget, les impôts, taxes et redevances prévus au code général des impôts, au code des douanes et au code du domaine de l'Etat ne peuvent être encaissés par l'intermédiaire d'une régie.

Toutefois, cette disposition n'est pas applicable aux régies de recettes de l'Etat à l'étranger.

La nature des produits à encaisser est fixée, compte tenu des dispositions du premier alinéa, par les arrêtés ou décisions visés à l'article 2 ci-dessus.

Article 7 - Dans les mêmes conditions que les comptables publics, les régisseurs encaissent les recettes réglées par les redevables par versement en numéraire, par remise de chèques ou par versement ou virement à un compte de disponibilités ouvert ès qualités.

Le numéraire est versé dans les conditions définies par l'arrêté ou la décision à l'article 2 ci-dessus.

Les chèques sont remis à l'encaissement au plus tard le lendemain de leur réception par le régisseur.

Article 8 - Les régisseurs de recettes sont autorisés à disposer d'un fonds de caisse permanent dont le montant sera mentionné dans l'acte constitutif de la régie.

Article 9 - Les régisseurs justifient au comptable assignataire, au minimum une fois par mois, les recettes encaissées par leurs soins.

B - Les régies d'avances.

Article 10 - Sauf dérogation accordée par le ministre du budget, peuvent être payés par l'intermédiaire d'une régie :

1 - Les dépenses de matériel et de fonctionnement dans la limite d'un montant fixé par arrêté du ministre du budget ;

2 - La rémunération des personnels payés sur une base horaire ou à la vacation, y compris les charges y afférentes, dès lors que ces rémunérations n'entrent pas dans le champ d'application du décret n° 65-845 du 4 octobre 1965, visé ci-dessus ;

3 - Les secours urgents et exceptionnels ;

4 - Les frais de mission et de stage, y compris les avances sur ces frais ;

5 - Pour les opérations à l'étranger, toute autre dépense nécessaire au bon fonctionnement du service situé à l'étranger dans des conditions qui seront prévues par voie d'arrêté interministériel.

Article 11 - Il est mis à la disposition de chaque régisseur une avance dont le montant, fixé par le texte ayant institué la régie et, le cas échéant, révisé dans la même forme, est au maximum égal, sauf dérogation accordée par le ministre du budget, au sixième du montant prévisible des dépenses annuelles à payer par le régisseur ou au quart du montant prévisible des dépenses annuelles à payer par le régisseur autorisé à effectuer des dépenses publiques à l'étranger.

L'avance est versée par le comptable assignataire sur demande du régisseur visée par l'ordonnateur.

Article 12 - Les régisseurs effectuent le paiement des dépenses par virement, par chèque, par mandat-carte, en numéraire ou par carte de paiement dans les conditions définies par le ministre du budget.

Article 13 - Le régisseur remet les pièces justificatives des dépenses payées par ses soins, soit à l'ordonnateur, soit au comptable assignataire, suivant les règles propres à chaque catégorie d'organismes.

Sauf dérogation accordée par le ministre du budget, la remise de l'ensemble des pièces justificatives intervient au minimum une fois par mois.

L'ordonnancement intervient pour le montant des dépenses reconnues régulières.

C - Dispositions communes aux régies de recettes et aux régies d'avances.

Article 14 - Les régisseurs sont astreints à tenir une comptabilité dont la forme est fixée par le ministre du budget ou avec son accord.

Cette comptabilité doit faire ressortir à tout moment :

- pour les régies de recettes, la situation de leur encaisse ;
- pour les régies d'avances, la situation de l'avance reçue.

TITRE III

CONTROLE

Article 15 - Les régisseurs de recettes et d'avances sont soumis aux contrôles du comptable assignataire et de l'ordonnateur auprès duquel ils sont placés.

Ils sont également soumis aux vérifications de l'inspection générale des finances et à celles des autorités habilitées à contrôler sur place le comptable assignataire et l'ordonnateur.

Article 16 - Pour l'Etat, les établissements publics nationaux et les établissements publics locaux d'enseignement, le décret n° 64-486 du 28 mai 1964 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics, ainsi que le décret n° 71-153 du 22 février 1971 et le décret n° 88-691 du 9 mai 1988 sont abrogés.

Article 17 - Le présent décret est applicable dès sa publication au journal officiel.

Néanmoins, à titre transitoire, les dispositions relatives au fonctionnement des régies créées antérieurement à la parution du présent décret demeurent applicables jusqu'au 31 décembre 1993.

Article 18 - Le ministre du budget est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française.

Fait à Paris le 20 juillet 1992.

Par le PREMIER MINISTRE
Le MINISTRE DU BUDGET

PIERRE BEREGOVY

MICHEL CHARASSE

Annexe 2 :

*Arrêté du 29 juillet 1993 modifié
habilitant les préfets à instituer ou à modifier
des régies d'avances et de recettes de l'Etat
auprès des services régionaux ou départementaux
relevant du ministère de l'intérieur*

**LE MINISTRE D'ETAT,
LE MINISTRE DE L'INTERIEUR
ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE**

**LE MINISTRE DU BUDGET
PORTE PAROLE DU GOUVERNEMENT**

Mise à jour de l'ARRÊTE du 29 juillet 1993

**habilitant les préfets à instituer ou à modifier des régies
d'avances et de recettes de l'Etat auprès des services régionaux
ou départementaux relevant du ministère de l'intérieur**

Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire,

Le ministre du budget, porte parole du gouvernement,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, notamment l'article 18 ;

Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976 ;

Vu le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 1981 fixant le montant maximum de l'encaissé et de l'avoir en compte de disponibilité modifié par l'arrêté du 19 juillet 1990 ;

Vu l'arrêté du 20 juillet 1992 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;

Vu l'arrêté du 20 juillet 1992 relatif au montant par opération des dépenses de matériel et de fonctionnement payables par l'intermédiaire d'un régisseur d'avances ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

../..

ARRETEMENT

ARTICLE 1 - Le présent arrêté fixe les conditions dans lesquelles peuvent être créées des régies auprès des services régionaux et départementaux relevant du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, ainsi que les conditions dans lesquelles peuvent être modifiées les régies existantes.

Le titre I traite des dispositions commune à l'ensemble de ces régies. Les titres II à IV traitent des dispositions spécifiques à chaque catégorie de régie.

TITRE - I -

DISPOSITIONS COMMUNES

ARTICLE 2 - Le préfet de police, les préfets de région, les préfets de département, les préfets sous l'autorité desquels sont placés les secrétariats généraux pour l'administration de la police peuvent, après avis du trésorier-payeur général, créer par arrêté des régies d'avances et de recettes auprès des services régionaux et départementaux relevant du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire.

ARTICLE 3 - Le préfet de police, les préfets de région, les préfets de département, les préfets sous l'autorité desquels sont placés les secrétariats généraux pour l'administration de la police sont également habilités à modifier par arrêté les régies d'avances et de recettes, instituées auprès des services régionaux et départementaux du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire dont la création est antérieure à la parution du présent texte.

ARTICLE 4 - Copie des arrêtés pris en application des dispositions des articles 2 et 3 précités est adressée au ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire (direction de la programmation, des affaires financières et immobilières - sous-direction des affaires financières - bureau de la comptabilité centrale et de l'organisation financière) ainsi qu'au ministère du budget (direction de la comptabilité publique).

ARTICLE 5 - Le régisseur, choisi de préférence parmi les fonctionnaires titulaires de l'Etat, est nommé par arrêté du préfet après agrément du trésorier payeur général. Copie de l'arrêté de nomination est adressée au ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire (direction de la programmation, des affaires financières et immobilières - sous-direction des affaires financières - bureau de la comptabilité centrale et de l'organisation financière). Un ou plusieurs mandataires peuvent être désignés par le régisseur après avis de l'autorité auprès de laquelle la régie a été créée.

A titre exceptionnel, des sous-régies peuvent être instituées par arrêté pris dans les mêmes formes que le texte ayant institué la régie. Les sous-régisseurs et mandataires ne sont pas tenus de souscrire un cautionnement et ne bénéficient pas de l'indemnité de responsabilité.

Les sous-régisseurs sont astreints à la tenue d'une comptabilité distincte qui sera intégrée à la comptabilité du régisseur au moins une fois par mois.

../..

ARTICLE 6 - Avant d'entrer en fonction, le régisseur est tenu de constituer un cautionnement et perçoit une indemnité de responsabilité dans les conditions fixées par arrêté du ministre du budget.

ARTICLE 7 - Les montants maxima autorisés de l'encaisse en numéraire et de l'avoir en compte courant postal des régisseurs de recettes des préfectures et sous-préfectures sont fixés conformément aux dispositions de l'arrêté du 19 juillet 1990 susvisé.

ARTICLE 8 - Les recettes sont encaissées par le régisseur et versées au comptable assignataire dans les conditions fixées aux articles 7, 8 et 9 du décret du 20 juillet 1992 susvisé.

ARTICLE 9 - Le montant de l'avance est fixé dans l'arrêté institutif conformément aux dispositions de l'article 11 du décret du 20 juillet 1992 susvisé.

<i>Arrêté du 01/12/00</i>	ARTICLE 9-1 – Les régies de recettes et d'avances créées ou modifiées en application des articles 2 et 3 du présent arrêté peuvent être habilitées à détenir et à distribuer des valeurs, des bons d'achats ou des bons de secours dont la nature sera mentionnée dans l'acte constitutif de la régie. Les régisseurs seront astreints à tenir une comptabilité de stock.
---------------------------	---

TITRE - II-

REGIES D'AVANCES ET DE RECETTES DES PREFECTURES ET SOUS-PREFECTURES

A - REGIES D'AVANCES

ARTICLE 10 - Les régies d'avances créées ou modifiées en application des articles 2 et 3 du présent arrêté peuvent être habilitées à effectuer le paiement des dépenses énumérées à l'article 10 du décret du 20 juillet 1992 susvisé. Le montant maximum des secours urgents et exceptionnels susceptibles d'être payés par le régisseur d'avances est fixé à 5 000 F par opération.

Peuvent en outre être réglés par l'intermédiaire des régies d'avances prévues ci-dessus :

- 1) Les récompenses octroyées par décision nominative spéciale, dans la limite de 1.000 F par bénéficiaire.
- 2) Les salaires et indemnités du personnel non fonctionnaire engagé pour les opérations électorales, présidentielles, législatives sénatoriales, européennes, cantonales, municipales tant générales que partielles, ainsi que les consultations par voie de référendum, et les indemnités pour travaux supplémentaires attribuées sur le budget de l'Etat au personnel de la préfecture de Paris appelé à participer à ces mêmes opérations.

../..

3) Le paiement sur le budget Etat des salaires et indemnités des personnels recrutés pour les opérations consécutives au recensement de la population ainsi que des sommes dues pour ces mêmes opérations au personnel d'encadrement.

<i>Arrêté du 04.10.95</i>	4) Par ailleurs, peuvent être réglés par les régies d'avances créées auprès des préfets les frais d'enquête et de surveillance, les remboursements forfaitaires des frais de police, les indemnités se rattachant aux frais de déplacement ainsi que les taxes dues à des ambassades ou consulats contre délivrance de laissez-passer.
---------------------------	---

B- REGIES DE RECETTES

ARTICLE 11 - Les régies de recettes créées ou modifiées en application des articles 2 et 3 du présent arrêté ont pour objet d'encaisser au profit soit de l'Etat, soit des collectivités territoriales concernées, soit de l'association pour le développement de la formation professionnelle dans les transports, soit de l'office national de chasse, soit de l'office des migrations internationales le montant :

- 1) des droits et taxes exigibles à l'occasion de la délivrance des cartes nationale d'identité, des cartes professionnelles des français, des titres de séjour des étrangers, des cartes professionnelles des étrangers et des passeports ;
- 2) des droits et taxes relatifs à la conduite et à la mise en circulation des véhicules automobiles ;
- 3) des autres droits de toute nature perçus ou à percevoir pour le compte de la direction générale des impôts ;
- 4) des droits de chancellerie ;
- 5) des droits de constitution et tenue des dossiers en vue de l'obtention et du renouvellement des cartes professionnelles prévues à l'article 1er du décret n° 72-678 du 20 juillet 1972 ;
- 6) du produit de la vente des timbres de l'office des migrations internationales représentant la taxe perçue sur le renouvellement des autorisations de travail aux travailleurs étrangers ;
- 7) du produit de la vente d'oeufs de poissons, d'alevins et de poissons par les établissements domaniaux de pisciculture ;
- 8) des droits perçus lors de la délivrance des permis de chasser et des licences de chasse prévus par la loi n° 75-347 du 14 mai 1975 ;
- 9) des frais de copie mis à la charge de la personne qui sollicite la reproduction d'un document administratif ;
- 10) du produit de la cession de documents et publications réalisés par les préfets ;
- 11) des communications téléphoniques privées, des cessions d'effets ou d'objets ainsi que des prestations de service pouvant être consenties à titre remboursable soit aux personnels des préfectures et sous-préfectures, soit à des collectivités privées ;

../..

12) des remboursements de frais supplémentaires entraînés par l'emploi des services et forces de police et, plus généralement de tous les remboursements de frais dont le montant est ou sera éventuellement mis à la charge de personnes et de collectivités privées ;

Arrêté du 26/03/96	13) du droit d'examen exigé pour l'inscription au certificat professionnelle de conducteur de taxi.
---------------------------	--

TITRES -III-

REGIES D'AVANCES ET DE RECETTES **DES SECRETARIATS GENERAUX POUR L'ADMINISTRATION** **DE LA POLICE DE LA PREFECTURE DE POLICE DE PARIS** **ET DES SERVICES ACTIFS TERRITORIAUX DE POLICE**

ARTICLE 12 - Par dérogation aux dispositions de l'article 5 du présent arrêté, les régisseurs de la préfecture de police peuvent être choisis parmi les agents titulaires de statut municipal affectés à la préfecture de police après agrément du comptable assignataire.

A - REGIES D'AVANCES

ARTICLE 13 - Les régies d'avances créées ou modifiées en application des articles 2 et 3 du présent arrêté peuvent être habilitées à effectuer le paiement des dépenses énumérées à l'article 10 du décret du 20 juillet 1992 susvisé.

Le montant maximum des secours urgents et exceptionnels susceptibles d'être payés par le régisseur d'avances est fixé à 5 000 F par opération.

Peuvent en outre être payés par l'intermédiaire des régies d'avances prévues ci-dessus :

- 1) - les frais d'enquête et de surveillance
- 2) - les allocations octroyées par décision nominative spéciale : récompenses attribuées pour acte de courage, de dévouement, ou à la suite d'opération de police dans la limite de 500 F par bénéficiaire.
- 3) - les frais médicaux, pharmaceutiques et hospitaliers consécutifs aux maladies ou accidents survenus aux personnels de police nationale et reconnus imputables au service.
- 4) - le paiement de la solde et de son complément des appelés effectuant leur service national dans la police nationale.
- 5) - Les indemnités se rattachant aux frais de déplacement y compris celles des policiers auxiliaires.
- 6) - Les reliquats de masses d'habillement des fonctionnaires ayant cessé leurs fonctions en cours de mois.
- 7) - Les allocations afférentes à la médaille d'honneur de la police nationale.

../..

8) - Les consignations aux greffes des tribunaux.

9) - Les remboursements forfaitaires du frais de police.

10) - Les honoraires des avocats et les menus dépenses de contentieux dans la limite de 5 000 F par opération.

Arrêté du 04/10/95	11) - Le paiement de taxes à des ambassades ou consulats contre délivrance de laissez-passer.
---------------------------	--

B - REGIES DE RECETTES

ARTICLE 14 - Les régies de recettes créées ou modifiées en application des articles 2 et 3 du présent arrêté peuvent être habilitées à encaisser les produits suivants :

1) - Le montant des cessions d'effets ou d'objets ainsi que des prestations de services pouvant être consenties à titre remboursable soit aux personnels administrés par les secrétariats généraux pour l'administration de la police, soit à des collectivités privées et des communications téléphoniques privées ;

2) - Tous les remboursements de frais dont le montant est ou sera éventuellement mis à la charge des services publics relevant du budget de l'Etat ;

3) - Les remboursements de frais supplémentaires entraînés par l'emploi des services et forces de police ;

4) Le montant des frais de copie mis à la charge de la personne qui sollicite la reproduction d'un document administratif ;

5) La perception des frais de repas des personnels administratifs et actifs de police ;

6) - Les redevances perçues à l'occasion des transports effectués par des véhicules du parc automobile, escortes de transports de fonds, escortes de voitures "travelling" lors de prises de vues, escortes de transports exceptionnels... ; remorquages ou transports de véhicules en panne ou accidentés, d'objets divers abandonnés sur la voie publique, utilisation des cars de police-secours ; services rendus par la brigade fluviale ;

7) - Les rétributions dues pour services spéciaux effectués sur la voie publique, dans les établissements publics de spectacles, champs de courses et réunions sportives, les gares de la S.N.C.F et de la R.A.T.P ;

8) - La perception du montant des redevances pour l'installation et l'exploitation des dispositifs d'alerte de la police, notamment en application du décret 91-1206 du 26 novembre 1991 relatif aux activités de surveillance à distance ;

9) - Le produit des amendes forfaitaires minorées en application des dispositions de la loi n° 89-469 du 10 juillet 1989.

Arrêté du 07/01/99	10) - La perception des droits de chancellerie attachés à la délivrance des visas à la frontière conformément au décret n° 97-165 du 24 février 1997.
---------------------------	--

../..

ARTICLE 15 - En ce qui concerne la préfecture de police de Paris, peuvent également être perçus par l'intermédiaire de la régie de recettes :

- 1) - Les droits de timbre afférents à la carte nationale d'identité ;
- 2) - Les droits de timbre afférents à la délivrance ou au renouvellement des passeports français ;
- 3) - Les droits de timbre afférents à la délivrance des cartes de voyageurs, représentants de commerce et placiers ;
- 4) - Les droits de constitution et de tenue des dossiers en vue de l'obtention ou le renouvellement des cartes professionnelles des agents immobiliers et des gérants d'immeubles ;
- 5) - Les taxes diverses concernant les étrangers afférentes :
 - . à la délivrance et au renouvellement des cartes de séjour ;
 - . à la délivrance des titres d'identité et de voyage ;
 - . au visa des passeports des étrangers ;
 - . à la délivrance et au renouvellement des autorisations de travail des travailleurs étrangers.
- 6) - Les droits de chancellerie ;
- 7) - Les droits afférents à la délivrance, au visa et à la validation des permis de chasser et à la délivrance des licences de chasse aux étrangers non résidents ;
- 8) Les droits afférents à la délivrance des récépissés de déclarations de débits de boissons imputables au compte "produits divers" du budget général de l'Etat ;
- 9) - Les frais et amendes ou tout autre paiement au profit du Trésor public résultant d'une condamnation prononcée pour une infraction par une juridiction répressive ;
- 10) - Le produit des amendes forfaitaires de police de la circulation ;
- 11) - Le produit des amendes infligés aux conducteurs de véhicules immatriculés à l'étranger, principalement aux chauffeurs de cars de tourisme en stationnement irrégulier ;
- 12) - Le montant des consignations lorsque le contrevenant refuse de payer l'amende ;
- 13) - Les droits d'examen pour l'obtention du permis de conduire les automobiles ;
- 14) - Les taxes frappant la délivrance des primata et duplicata de permis de conduire ;
- 15) - Les droits afférents aux permis de conduire internationaux ;
- 16) - Les taxes frappant la délivrance des primata et duplicata des récépissés de déclaration de mise en circulation des véhicules automobiles (cartes grises) ;
- 17) - Les taxes sur les automobiles (Fonds national de solidarité) instituées par la loi du 30 juin 1956 ;
- 18) - Les droits afférents à la délivrance des certificats internationaux pour les automobiles ;

../..

19) - Les droits afférents aux autorisations de transport, par voie d'eau, d'hydrocarbures, d'installation de baignades, d'appareils de levage, récépissé de déclaration de permission de barrières et échafaudages sur la voie publique ;

20) - La taxe parafiscale sur les poids lourds instituée par le décret n° 63-300 du 23 mars 1963 ;

21) - Les droits afférents à la délivrance des cartes de brocanteurs ;

22) - Les droits de timbre perçus lors des visites médicales pour la délivrance ou le maintien des permis de conduire imputables aux comptes produits divers du Budget de l'Etat ;

<i>Arrêté du 26/03/96</i>	23) - Le montant du droit d'examen exigé pour l'inscription au certificat de capacité professionnelle de conducteur de taxi.
---------------------------	---

TITRE -IV-

REGIES D'AVANCES ET DE RECETTES DES GROUPEMENTS DES COMPAGNIES REPUBLICAINES DE SECURITE

A - REGIES D'AVANCES

ARTICLE 16 - Les régies d'avances créées ou modifiées en application des articles 2 et 3 du présent arrêté peuvent être habilitées à effectuer le paiement des dépenses énumérées à l'article 10 du décret du 20 juillet 1992 susvisé.

<i>Arrêté du 28.02.95</i>	Le montant maximum des secours urgents et exceptionnels susceptibles d'être payés par le régisseur d'avances est fixé à 5 000 F par opération.
---------------------------	---

Peuvent en outre être payés par l'intermédiaires des régies d'avances prévues ci-dessus :

- 1 - les indemnités journalières d'absence temporaire
- 2 - les indemnités journalières de stage et avances sur ces indemnités
- 3 - les frais de déplacement des policiers auxiliaires
- 4 - les avances sur frais de subsistance des unités dans la limite de 12 000 F par opération
- 5 - les avances sur dépenses d'hébergement et de restauration des unités dans la limite de 12 000 F par opération

ARTICLE 17 - Les montants des avances sont fixés par les secrétariats généraux pour l'administration de la police, à charge pour ceux-ci de les répartir entre les compagnies républicaines de sécurité, en accord avec le trésorier-payeur général et le chef de groupement, et d'en aviser l'administration centrale.

../..

Le montant de l'avance alloué à chaque compagnie républicaine de sécurité est déterminé par rapport aux dépenses de l'exercice précédent et ne saurait être supérieur au sixième du montant des dépenses prévisibles pour l'année en cours.

B - REGIES DE RECETTES

<i>Arrêté du 28.02.95</i>	<p>ARTICLE 18 - Des régies de recettes peuvent être créées dans les compagnies républicaines de sécurité pour percevoir :</p> <p>1) le produit des amendes forfaitaires minorées en application des dispositions de la loi n° 89-469 du 10 juillet 1989 ;</p> <p>2) le produit des consignations prévues par l'article L.26 du code de la route.</p>
<i>Arrêté du 28.02.95</i>	<p>ARTICLE 19 - Des régies distinctes de celle prévues à l'article 18 du présent arrêté pourront être créées auprès des groupements et des compagnies républicaines de sécurité aux fins de percevoir les recettes suivantes :</p>
<i>Arrêté du 09.09.97</i>	<p>1) - les frais de repas et de nuitée acquittés par les hôtes de passage ;</p>
<i>Arrêté du 26.03.96</i>	<p>2) - les sommes collectées par les points phones ;</p> <p>3) - le remboursement de prestations de services d'ordre et de relations publiques exécutées par les forces de police, rattachées au budget du ministère de l'intérieur par fonds de concours ;</p>
"	<p>4) les communications téléphoniques privées, des cessions d'effets ou d'objets, des prestations de service pouvant être consenties à titre remboursable aux personnels administrés par les compagnies républicaines de sécurité ou à des hôtes de passage ;</p>
"	<p>5) les frais de copies mis à la charge de la personne qui sollicite la reproduction de documents ;</p>
"	<p>6) les remboursements des frais occasionnés par la perte ou la destruction de matériel mis à disposition des personnels administrés par les compagnies républicaines de sécurité ou des hôtes de passage ;</p> <p>7) organisation de colloques, séminaires, expositions et démonstrations.</p>

	<p><u>TITRE -V-</u></p> <p><u>REGIES DE RECETTES DES SERVICES DE POLICE MUNICIPALE</u></p>
<i>Arrêté du 29/03/02</i>	<p>ARTICLE 20 - Des régies de recettes peuvent être créées dans les services de police municipale pour percevoir :</p> <p>1) le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation en application des dispositions de la loi n° 99-291 du 15 avril 1999 ;</p> <p>2) le produit des consignations prévues par l'article L.121-4 du code de la route.</p>

.../...

ARTICLE 21 - L'arrêté interministériel du 27 juin 1989 modifié est abrogé.

ARTICLE 22 - Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à PARIS le, 29 juillet 1993

Le ministre du budget
Le ministre d'Etat,

Le ministre de l'intérieur
et de l'aménagement du territoire

Annexe 3 :

*Extrait de l'arrêté du 3 septembre 2001,
modifiant l'arrêté du 28 mai 1993
relatif au taux de l'indemnité de responsabilité
susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances
et de recettes relevant des organismes publics
et montant du cautionnement imposé à ces agents*

EXTRAIT

Arrêté du 3 septembre 2001 portant adaptation de la valeur en euros de certains montants exprimés en francs (dispositions réglementaires issues d'arrêtés : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie)

NOR : ECO20100005A

Réglementation comptable

Art. 4. – I. – A l'article 1^{er} de l'arrêté du 7 février 1969 susvisé, le montant de 1 200 F est remplacé un montant de 190 €.

II. – A l'article 9 de l'arrêté du 2 juin 1986 susvisé, le montant de 1 000 F est remplacé un montant de 150 €.

III. – A l'article 1^{er} de l'arrêté du 27 février 1989 susvisé, le montant de 1 500 F est remplacé un montant de 230 €.

IV. – Aux articles 1^{er}, 2, 3 et 4 de l'arrêté du 23 juillet 1991 susvisé, le montant de 5 000 F est remplacé un montant de 750 €.

V. – A l'article 1^{er} de l'arrêté du 28 mai 1993 susvisé, le barème en francs est remplacé par le barème en euros suivant :

RÉGISSEURS D'AVANCES Montant maximum de l'avance pouvant être consentie	RÉGISSEURS DE RECETTES Montant moyen des recettes encaissées manuellement	RÉGISSEURS D'AVANCES et de recettes Montant total du maximum de l'avance et du montant moyen des recettes effectuées mensuellement	MONTANT du cautionnement (en euros)	MONTANT de l'indemnité de responsabilité annuelle (en euros)
Jusqu'à 1 220 €.	Jusqu'à 1 220 €.	Jusqu'à 2 440 €.		110
De 1 221 € à 3 000 €.	De 1 221 € à 3 000 €.	De 2 441 € à 3 000 €.	300	110
De 3 001 € à 4 600 €.	De 3 001 € à 4 600 €.	De 3 001 € à 4 600 €.	460	120
De 4 601 € à 7 600 €.	De 4 601 € à 7 600 €.	De 4 601 € à 7 600 €.	760	140
De 7 601 € à 12 200 €.	De 7 601 € à 12 200 €.	De 7 601 € à 12 200 €.	1 220	160
De 12 201 € à 18 000 €.	De 12 201 € à 18 000 €.	De 12 201 € à 18 000 €.	1 800	200
De 18 001 € à 38 000 €.	De 18 001 € à 38 000 €.	De 18 001 € à 38 000 €.	3 800	320
De 38 001 € à 53 000 €.	De 38 001 € à 53 000 €.	De 38 001 € à 53 000 €.	4 600	410
De 53 001 € à 76 000 €.	De 53 001 € à 76 000 €.	De 53 001 € à 76 000 €.	5 300	550
De 76 001 € à 150 000 €.	De 76 001 € à 150 000 €.	De 76 001 € à 150 000 €.	6 100	640
De 150 001 € à 300 000 €.	De 150 001 € à 300 000 €.	De 150 001 € à 300 000 €.	6 900	690
De 300 001 € à 760 000 €.	De 300 001 € à 760 000 €.	De 300 001 € à 760 000 €.	7 600	820
De 760 001 € à 1 500 000 €.	De 760 001 € à 1 500 000 €.	De 760 001 € à 1 500 000 €.	8 800	1 050
Au-delà de 1 500 000 €.	Au-delà de 1 500 000 €.	Au-delà de 1 500 000 €.	1 500 par tranche de 1 500 000.	46 par tranche de 1 500 000.

VI. – A l'article 1^{er} de l'arrêté du 4 juin 1996 susvisé, le montant de 10 000 F est remplacé par un montant de 1 500 €.

VII. – A l'article 1^{er} de l'arrêté du 13 janvier 1997 susvisé, le montant de 10 000 F est remplacé par un montant de 1 500 €.

VIII. – A l'article 1^{er} de l'arrêté du 29 décembre 1997 relatif au montant par opération des dépenses de matériel et de fonctionnement payables par l'intermédiaire d'un régisseur d'avances susvisé, le montant de 10 000 F est remplacé par un montant de 1 500 €.

IX. – A l'article 1^{er} de l'arrêté du 29 décembre 1997 susvisé relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités

locales et des établissements publics locaux susvisé, les montants de 8 000 F et 16 000 F sont remplacés respectivement par des montants de 1 220 € et 2 440 €.

X. – A l'article 1^{er} de l'arrêté du 2 août 1999 susvisé, les montants de 500 000 F, 100 000 F, 75 000 F et 50 000 F sont remplacés respectivement par des montants de 76 000 €, 15 000 €, 11 000 € et 7 600 €. A l'article 2 du même arrêté, les montants de 200 000 F, 150 000 F et 100 000 F sont remplacés respectivement par des montants de 30 000 €, 22 500 € et 15 000 €.

XI. – A l'article 1^{er} de l'arrêté du 23 novembre 1999 susvisé, le montant de 10 000 F est remplacé par un montant de 1 500 €.

Annexe 4 :

*Arrêté du 27 décembre 2001
relatif au seuil de dispense de cautionnement
des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes*

Arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes

NOR : ECOR0104839A

La secrétaire d'Etat au budget,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, notamment l'article 18 ;

Vu le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents, modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 portant adaptation de la valeur en euros de certains montants exprimés en francs,

Arrête :

Art. 1^{er}. – Sont dispensés de constituer un cautionnement les régisseurs dont :

- le montant de l'avance n'excède pas 1 220 € ;
- le montant moyen des recettes encaissées mensuellement n'excède pas 1 220 € ;
- le montant moyen des recettes encaissées mensuellement ajouté au montant de l'avance ne dépasse pas 2 440 €.

L'arrêté du 20 juillet 1992 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes est abrogé.

Art. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 décembre 2001.

Pour la secrétaire d'Etat et par délégation :

Par empêchement du directeur général
de la comptabilité publique :

L'inspecteur des finances.

J.-L. ROUQUETTE

Annexe 5 :

*Décret n° 66-850 du 15 novembre 1966
relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire
des régisseurs*

MINISTERE DU BUDGET

DECRET n° 66-850 du 15 novembre
1966 relatif à la responsabilité
personnelle et pécuniaire des
régisseurs (J.O. du 19 novembre 1966,
p. 10079)

LE PREMIER MINISTRE

SUR le rapport du ministre de l'économie et des finances ;

VU l'article 60 de la loi n° 63-156 du 23 février 1963 (loi de finances pour 1963 ; 2ème partie : moyens des services et dispositions spéciales), et notamment le paragraphe X (1er alinéa) de cet article ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique et notamment l'article 18 de ce texte ;

VU le décret n° 63-608 du 24 juin 1963 relatif au recouvrement des créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine ;

VU le décret n° 64-486 du 28 mai 1964 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

VU le décret n° 64-1022 du 29 septembre 1964 relatif à la constatation et à l'apurement des débits des comptables publics et assimilés ;

Le Conseil d'Etat (section des finances) entendu,

D E C R E T E :

CHAPITRE PREMIER

Etendue de la responsabilité

Article 1er - Les régisseurs chargés pour le compte des comptables publics d'opérations d'encaissement (régisseurs de recettes) ou de paiement (régisseurs d'avances) sont personnellement et pécuniairement responsables de la garde et de la conservation des fonds et valeurs qu'ils recueillent ou qui leur sont avancés par les comptables publics, du maniement des fonds et des mouvements de comptes de disponibilités, de la conservation des pièces justificatives ainsi que de la tenue de la comptabilité des opérations.

La responsabilité pécuniaire des régisseurs s'étend à toutes les opérations de la régie depuis la date de leur installation jusqu'à la date de cession des fonctions.

Article 2 - Les régisseurs de recettes sont personnellement et pécuniairement responsables de l'encaissement des recettes dont ils ont la charge.

Ils sont également responsables des contrôles qu'ils sont tenus d'exercer en matière de recettes dans les mêmes conditions que celles qui sont prévues pour les comptables publics par l'article 12A (1er alinéa) du décret du 29 décembre 1962.

Article 3 - Les régisseurs d'avances sont personnellement et pécuniairement responsables du paiement des dépenses dont ils sont chargés.

Toutefois, leur responsabilité, quant aux oppositions et autres significations, est limitée à l'exécution des mesures prescrites par les comptables assignataires des dépenses, sauf pour les régisseurs à vérifier auprès des comptables l'existence des oppositions qui ne leur sont pas obligatoirement notifiées.

Ils sont également responsables, dans les mêmes conditions que les comptables publics, des contrôles qu'ils sont tenus d'exercer en matière de dépenses. Toutefois, le contrôle des régisseurs d'avances ne porte pas sur la disponibilité des crédits.

Article 4 - La responsabilité d'un régisseur se trouve engagée dès lors qu'un déficit en deniers ou en valeurs a été constaté, qu'une dépense a été irrégulièrement payée ou que, par la faute du régisseur, une recette n'a pas été encaissée ou une indemnité a dû être versée par l'organisme public à un tiers ou à un autre organisme public.

CHAPITRE II

Mise en jeu de la responsabilité

Article 5 - La responsabilité pécuniaire du régisseur est mise en jeu au cours d'une procédure amiable par l'émission d'un ordre de versement.

L'ordre de versement est émis après avis du comptable public assignataire par l'ordonnateur principal de l'organisme public auprès duquel le régisseur est placé, sur proposition, le cas échéant, des autorités désignées à l'article 14 du décret du 28 mai 1964.

Article 6 - L'ordre de versement est émis pour une somme égale soit au montant de la perte de recettes subie, de la dépense payée à tort, de l'indemnité mise, du fait du régisseur, à la charge de l'organisme public intéressé, soit, dans le cas où le régisseur en tient la comptabilité matière, à la valeur du bien manquant.

Article 7 - L'ordre de versement est notifié immédiatement au régisseur intéressé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Article 8 - Le régisseur peut, dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'ordre de versement, solliciter un sursis de l'autorité qui a émis l'ordre de versement.

Cette autorité se prononce dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande de sursis. Passé ce délai, le sursis est réputé accordé.

La durée du sursis est limitée à une année.

Toutefois, si le régisseur a présenté une demande en décharge de responsabilité ou une demande en remise gracieuse, le ministre de l'économie et des finances peut prolonger la durée du sursis jusqu'à la date de la notification de la décision statuant sur la demande.

Article 9 - Si le régisseur n'a pas acquitté la somme réclamée et s'il n'a pas sollicité ou n'a pas obtenu le sursis ou si le sursis est venu à expiration, un arrêté de débet est immédiatement pris à son encontre en remplacement de l'ordre de versement. Un arrêté de débet est également émis si l'ordonnateur mentionné à l'article 5 ci-dessus n'a pas émis l'ordre de versement.

L'arrêt de débet est émis par l'autorité compétente pour mettre en débet le comptable assignataire.

L'exécution de l'arrêté de débet est poursuivie dans les conditions prévues par les décrets des 29 décembre 1962 et 24 juin 1963.

Article 10 - Les débits portent intérêt au taux légal à compter de la date du fait générateur ou, si cette date ne peut être fixée avec précision, à compter de celle de leur découverte.

CHAPITRE III

Décharges de responsabilité - Remises gracieuses

Article 11 - Les régisseurs mis en débet peuvent obtenir soit la décharge totale ou partielle, soit la remise gracieuse de leur responsabilité, selon la procédure définie par les articles 5 à 8 du décret du 29 septembre 1964.

Les demandes présentées par les régisseurs doivent être revêtues de l'avis de l'ordonnateur principal de l'organisme public intéressé et du comptable public assignataire.

Article 12 - Les sommes allouées en décharge aux régisseurs ou dont ceux-ci ont été déclarés responsables mais qui ne pourraient pas être recouvrées sont mises à la charge du comptable public assignataire si le débet est lié à l'une des fautes ci-après commises par le comptable :

a - Des avances ont été consenties sans que la justification régulière de la constitution des garanties ait été fournie ;

b - Des avances ont été consenties au-delà du maximum autorisé ;

c - Le versement des recettes n'étant pas intervenu dans le délai imparti, le comptable public n'en a pas réclamé immédiatement le versement ;

d - Des opérations régulières faites par le régisseur ont été acceptées sans réserve par le comptable, sauf dans le cas où les documents justificatifs ne permettaient pas d'en déceler l'irrégularité ;

e - Le rejet des pièces justificatives est intervenu avec un retard excluant toute possibilité de régularisation par le régisseur ;

f - Une faute ou une négligence caractérisée sont relevées à la charge du comptable public à l'occasion de l'exercice de son contrôle sur pièces et sur place.

Le recouvrement des débits mis à la charge des comptables publics par application des dispositions qui précèdent est effectué dans les conditions fixées par le décret du 29 septembre 1964.

Article 13 - Les sommes allouées en décharge ou en remise gracieuse sont supportées par le budget de l'organisme public intéressé.

Les dispositions des articles 11 à 14 du décret du 29 septembre 1964 relatives aux débits des comptables sont applicables aux débits des régisseurs.

Article 14 - Le ministre de l'économie et des finances et le secrétaire d'Etat au budget sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française.

Fait à PARIS, le

Par le Premier Ministre :

Georges POMPIDOU

Le Ministre de l'Economie et des Finances,

Michel DEBRE

Le secrétaire d'Etat au budget,

Robert BOULIN

Annexe 6 :

***Décret n°76-70 du 15 janvier 1976
modifiant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966***

Décret n° 76-70 du 15 janvier 1976
J.O. du 25 janvier 1976 p. 646

Modifiant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966
relatif à la responsabilité personnelle
et pécuniaire des régisseurs.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie et des finances,

Vu l'article 60 de la loi n° 63-156 du 23 février 1963, notamment le paragraphe X (1er alinéa) de cet article ;

Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Le Conseil d'Etat (section des finances) entendu ;

Décrète :

Art. 1er - L'alinéa 1er de l'article 13 du 15 novembre 1966 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

"Art. 13 - Les sommes allouées en décharge ou en remise gracieuse sont supportées par le budget de l'organisme public intéressé. Toutefois, lorsqu'un régisseur de l'Etat exécute des opérations pour le compte d'autres organismes publics, les sommes allouées en décharge ou en remise gracieuse sont supportées par le budget de l'Etat si le débet ne provient pas de pièces irrégulières établies ou visées par l'ordonnateur. Si le débet résulte pour partie de pièces irrégulières établies ou visées par l'ordonnateur, le ministre de l'économie et des finances décide, pour chaque cas, la fraction de la décharge ou de la remise gracieuse prise en charge par l'Etat".

Art. 2 - Le ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 15 janvier 1976.

Annexe 7 :

***Modèle d'arrêté préfectoral portant institution
d'une régie de recettes
auprès de la police municipale d'une commune***

LE PREFET DE (*à compléter*)

VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2212-5 ;

VU le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, notamment son article 18 ;

VU le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976 ;

VU le décret n°92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

VU le code de la route, notamment son article R. 130-2 ;

VU l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 ;

VU l'arrêté interministériel du 29 juillet 1993 modifié habilitant les préfets à instituer ou à modifier des régies d'avances et de recettes de l'Etat auprès des services régionaux ou départementaux relevant du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire ;

VU l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;

A R R E T E :

Article 1^{er} : Il est institué auprès de la police municipale de la commune de (*à compléter*) une régie de recettes de l'Etat pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales, et le produit des consignations prévues par l'article L 121-4 du code de la route.

Article 2 : Le régisseur, responsable de la police municipale, peut être assisté d'autres agents de police municipale désignés comme mandataires.

.../...

Article 3 : Le régisseur et ses mandataires encaissent et reversent les fonds à la trésorerie déterminée explicitement par le trésorier-payeur général du département dans lequel la régie est créée. Le trésorier-payeur général doit toujours être en possession de la liste exhaustive des mandataires.

Article 4 : Le préfet de (*à compléter*) est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à (*à compléter*), le

Le Préfet de (*à compléter*)

Annexe 8 :

***Modèle d'arrêté préfectoral
portant nomination d'un régisseur d'Etat
auprès de la police municipale d'une commune***

PREFECTURE DE (*à compléter*)

LE PREFET DE (*à compléter*)

VU l'arrêté préfectoral du (*à compléter*) portant institution d'une régie de recettes auprès de la police municipale de la commune de (*à compléter*) ;

A R R E T E :

Article 1^{er} : Monsieur (Madame ou Mademoiselle) prénom, nom, responsable de la police municipale de la commune de (*à compléter*) est nommé régisseur pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales, et le produit des consignations prévues par l'article L 121-4 du code de la route.

Article 2 : Monsieur (Madame ou Mademoiselle) prénom, nom, est désigné suppléant.

Article 3 : Les autres policiers municipaux de la commune de (*à compléter*) sont désignés mandataires.

Article 4 : Le préfet de (*à compléter*) est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à (*à compléter*), le

Le Préfet de (*à compléter*)

Annexe 9 :

*Document relatif à l'association française de
cautionnement mutuel*



2433341

ADMINISTRATION

25
N° d'inscription

C'est à remplir par l'A.F.C.M.

ASSOCIATION FRANÇAISE
DE CAUTIONNEMENT MUTUEL36, avenue Marceau
75381 PARIS CEDEX 08
Site Internet : www.afcm.asso.fr

BULLETIN D'ADHESION

Si vous êtes déjà adhérent(e) à notre Association, préciser votre
numéro d'inscription : _____

Je soussigné(e) M. _____,

NOM (une lettre capitale par case)

PRENOM

Nom de jeune fille

Date de naissance

Dép.

&

Lieu de naissance

FONCTION CAUTIONNÉE

Code postal

&

Ville

Francs

Date

Signature

ADRESSE ADMINISTRATIVE

Code postal

Bureau distributeur

Déclare adhérer à l'Association Française de Cautionnement Mutuel pour un cautionnement

de (en lettres) _____

auquel je suis astreint(e) au titre de ma nouvelle fonction.

Certifie n'avoir encouru aucune mesure disciplinaire pour quelque cause que ce soit.

Fait à _____, le _____

Signature (1) :

Annexe 10 : Description du carnet d'encaissement immédiat et modalités de son utilisation

Le carnet 1.64 se caractérise par :

- deux feuillets qui, lacés après la page de garde, permettent d'attester de l'utilisation des dix liasses du carnet ; ils sont servis simultanément par le service verbalisateur puis par le comptable ;
- un encart « rigidex » (qui doit être détaché du carnet préalablement à toute utilisation) sur lequel sont imprimées, à l'intention des agents verbalisateurs, les principales conditions générales du règlement de l'amende forfaitaire ou de la consignation ;
- dix liasses de cinq feuillets (rappel des textes législatifs et réglementaires, quittance, deux duplicata de la quittance et souche) chacune ; les feuillets 2, 3, 4 et 5, dont les versos reproduisent notamment l'information concernant le permis de conduire prévue par l'article L. 223-3 du code de la route, sont servis simultanément lors de chaque utilisation.

Pour éviter des reproductions multiples dues à l'existence de parties sensibilisées, qui correspondent aux emplacements réservés pour les mentions manuscrites, les agents verbalisateurs glissent l'encart sous la souche avant de rédiger la quittance qui précède.

La quittance (feuillelet n° 2) constatant l'encaissement d'une amende forfaitaire ou d'une consignation est toujours signée par les agents verbalisateurs et le contrevenant ou l'auteur de l'infraction. La quittance est remise au contrevenant ou à l'auteur de l'infraction avec le feuillelet n° 1.

La quittance– duplicata (feuillelet n° 3) est remise au comptable lors du versement à sa caisse de l'amende forfaitaire ou de la consignation.

La quittance– duplicata (feuillelet n° 4) est conservée par le régisseur en cas d'amende forfaitaire ou jointe par le régisseur au procès-verbal en cas de consignation.

La souche (feuillelet n° 5) reste adhérente au carnet.

Annexe 11 : Modèle de bordereau de versement de chèques en paiement d'amendes forfaitaires

MINISTERE DE....

Le 15 avril 2002

BORDEREAU DE VERSEMENT DE
CHEQUES EN PAIEMENT D'AMENDES
FORFAITAIRES

NUMERO D'ORDRE

DU BORDEREAU : 1/2002

	<i>NUMERO DE L'AMENDE FORFAITAIRE</i>	<i>CHEQUE(S)</i>		<i>OBSERVATIONS</i>
		Nom du tireur	Montant	
1	12345678	Soc. COSMOS	35	
2	67654321	SARL DIAPASON	11	
3	13572468	DUPONT	68	
4	24681357	ALEXANDRE	11	
5				
6				
7				
8				
9				
Montant total du bordereau			125	
(4 chèques remis au Trésor Public)				
Signatures : A (service verbalisateur)			B (comptable du Trésor)	

Annexe 12 : Modèle de livre- journal

Numéro des opérations et date		Nature des opérations	DEBIT			Total
			<i>Comptes de dépôts</i>		<i>Comptes d'affectation</i>	
			Caisse	Chèques à l'encaissement	Recettes à transférer	

Numéro des opérations et date		Nature des opérations	CREDIT			Total
			<i>Comptes de dépôts</i>		<i>Comptes d'affectation</i>	
			Caisse	Chèques à l'encaissement	Recettes à transférer	

Annexe 13 : Modèle de balance

Balance des comptes en deniers du mois de :

M

Régisseur de recettes de :

Désignation des comptes	DEBIT			CREDIT			SOLDES	
	Antérieur	Opérations du mois	Total	Antérieur	Opérations du mois	Total	Débiteurs	Créditeurs
<i>1- Comptes de disponibilité</i>								
Caisse.....								
Chèques remis à l'encaissement....								
<i>2- Comptes d'opérations</i>								
Recettes à transférer.....								
Total général								

Vu par le
A

le

A

Certifié conforme à mes écritures
Le régisseur

Annexe 14 : Exemples d'écritures comptables

Les écritures à enregistrer sont les suivantes :

- A chaque recette encaissée par numéraire :
Débit « Caisse »
Crédit « Recettes à transférer »
- A réception d'un chèque :
Débit « Chèques à l'encaissement »
Crédit « Recettes à transférer »
- Versement au comptable du numéraire :
Débit « Recettes à transférer »
Crédit « Caisse »
- Versement au comptable des chèques :
Débit « Recettes à transférer »
Crédit « Chèques à l'encaissement »

Annexe 15 : *Cas concrets : exemples de livre- journal et de balance mensuelle*

- Le 5 avril 2002, un préposé remet au régisseur une somme de 150 euros en numéraire.
- Le même jour, le régisseur reverse ces fonds à la trésorerie.
- Le même jour, un préposé remet au régisseur un chèque de 75 euros.
- En fin de journée, le régisseur remet au comptable du Trésor les fonds encaissés.

Ecritures passées au livre- journal :

Numéro des opérations et date		Nature des opérations	DEBIT			Total
			<i>Comptes de dépôts</i>		<i>Comptes d'affectation</i>	
			Caisse	Chèques à l'encaissement	Recettes à transférer	
01	05.04.02.	Versement préposé	150.00 ■			150.00
02	05.04.02.	Versement comptable			150.00 ■	150.00
03	15.04.02.	Versement préposé		75.00 ■		75.00
04	15.04.02.	Versement comptable			75.00 ■	75.00

Numéro des opérations et date		Nature des opérations	CREDIT			Total
			<i>Comptes de dépôts</i>		<i>Comptes d'affectation</i>	
			Caisse	Chèques à l'encaissement	Recettes à transférer	
01	05.04.02.	Versement préposé			150.00 ■	150.00
02	05.04.02.	Versement comptable	150.00 ■			150.00
03	15.04.02.	Versement préposé			75.00 ■	75.00
04	15.04.02.	Versement comptable		75.00 ■		75.00

Balance des comptes en deniers du mois d'Avril 2002

M

Régisseur de recettes de :

Désignation des comptes	DEBIT			CREDIT			SOLDES	
	Antérieur	Opérations du mois	Total	Antérieur	Opérations du mois	Total	Débiteurs	Créditeurs
<i>1- Comptes de disponibilité</i>								
Caisse.....	0.00	150.00	150.00	0.00	150.00	150.00	150.00	150.00
Chèques remis à l'encaissement....	0.00	75.00	75.00	0.00	75.00	75.00	75.00	75.00
<i>2- Comptes d'opérations</i>								
Recettes à transférer.....	0.00	225.00	225.00	0.00	225.00	225.00	225.00	225.00
Total général	0.00	450.00	450.00	0.00	450.00	450.00	450.00	450.00

Vu par le
A

le

A

Certifié conforme à mes écritures
Le régisseur

Annexe 16: *Modèle de registre de comptabilité matière*

Date	Report	Entrée	Sortie provisoire	Sortie définitive	Solde

Annexe 17 :

***Courrier
du Directeur Général de la Comptabilité Publique
aux trésoriers-payeurs généraux
relatif à la verbalisation
de certaines contraventions routières /
Polices municipales***

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE
4ÈME ET 5ÈME SOUS-DIRECTIONS
BUREAUX 4A - 5C 120, RUE DE BERCY
75572 PARIS CEDEX 12

Paris, le

15 AVR. 2002

CD-0734

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Affaire suivie par : Alain COUDERC (4A)
Téléphone : 01 53 18 83 22
Télécopie : 01 53 18 90 09

A

Affaire suivie par : Isabelle BRAY (5C)
Téléphone : 01 53 18 83 72
Télécopie : 01 53 18 36 65

MONSIEUR LE RECEVEUR GÉNÉRAL
DES FINANCES
TRÉSORIER-PAYEUR GÉNÉRAL
DE LA RÉGION ÎLE DE FRANCE

MESDAMES ET MESSIEURS
LES TRÉSORIERS-PAYEURS GÉNÉRAUX

OBJET : Verbalisation de certaines contraventions routières.
Polices Municipales.

Par lettre collective n° 61016 du 31 octobre 2000, je vous ai indiqué que les agents de police municipale n'étaient pas habilités à recevoir des deniers publics.

Depuis une solution juridique a été dégagée avec le ministère de l'Intérieur.

L'économie du dispositif élaboré pour la mise en œuvre de cette solution repose principalement sur :

- l'affirmation de l'autonomie des polices municipales par rapport aux autres services verbalisateurs ;
- la création d'une régie d'Etat au sein de chaque police municipale.

Le dispositif arrêté permet aux polices municipales d'exercer pleinement leurs nouvelles attributions, tout en respectant les règles de gestion des deniers publics.

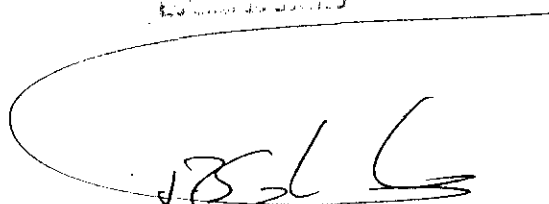
Cet accroissement de compétence des polices municipales ne remet pas en cause la nature des fonds encaissés suite à la verbalisation par les agents municipaux. Le produit des amendes forfaitaires reste un produit d'Etat au niveau de l'encaissement.

Ces fonds suivent le même circuit que le produit budgétaire des amendes infligées par les services de la Police Nationale et par la Gendarmerie Nationale.

Le fonctionnement administratif des polices municipales nécessite des mesures particulières détaillées dans la note technique ci-jointe. Je vous précise que ces mesures sont d'application immédiate.

Toute difficulté d'application devra être signalée aux bureaux 4 A et 5 C de la Direction Générale.

Direction Générale
Bureau 4 A
Le 10/10/10

A large, stylized handwritten signature in black ink, enclosed within a large, thin, horizontal oval loop. The signature appears to be 'J.B. Guilet'.

J.-B. GUILLET

NOTE TECHNIQUE

1. L'AUTONOMIE DES POLICES MUNICIPALES PAR RAPPORT AUX AUTRES SERVICES VERBALISATEURS.

1.1 Les carnets de verbalisation.

A partir du 1^{er} janvier 2003, les carnets de verbalisation seront personnalisés par le remplacement des cinq premiers chiffres («99999»), situés à gauche de la ligne CMC7 figurant au pied des trois volets de chaque contravention, par les cinq chiffres du code INSEE de la commune ayant créé la police municipale.

Le maire commande à l'imprimeur de son choix les carnets de verbalisation pour les mettre à la disposition des agents de police municipale de sa commune⁽¹⁾.

A cette fin, le maire indique sur le bon de commande :

- par nature de carnet de verbalisation (jaune, rose et/ou vert) : la quantité souhaitée, le numéro de l'avis de contravention du dernier carnet livré dans la série commandée (**le suivi de la numérotation par le maire a pour objectif d'éviter les doublons**) ;
- l'adresse à pré-imprimer au recto et au verso de la carte de paiement.

Si l'adresse de livraison des carnets de verbalisation est différente de celle portée sur les cartes de paiement, elle doit être précisée sur le bon de commande.

Les carnets de verbalisation nécessaires au fonctionnement de la régie d'État, étant acquis par la commune sur son propre budget, le maire ou son délégué peut à tout moment demander au régisseur de produire un compte d'emploi de ces carnets, notamment lorsqu'il doit être procédé à une nouvelle commande.

A titre transitoire, jusqu'au 31 décembre 2002, les agents de police municipale peuvent utiliser les carnets de verbalisation présentant les cinq chiffres «99999» sur les trois volets de chaque contravention. Mais il faudra impérativement que seul le cachet de la police municipale, mentionnant l'adresse de ce service, soit apposé tant au recto qu'au verso de la carte de paiement.

*

⁽¹⁾ Après publication des décrets d'application de la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité, ces dispositions pourront concerner le garde champêtre.

Les polices municipales situées dans les départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne pourront, à titre dérogatoire, continuer à utiliser leur numérotation spécifique («00000») au-delà du 1^{er} janvier 2003, dès lors qu'il existe, dans ces départements, une procédure informatisée du suivi des contraventions (interface entre la préfecture de police de Paris et le centre d'encaissement des amendes de Rennes).

Les polices municipales de ces trois départements, qui sortiraient de l'infrastructure informatique existante, devront :

- procéder à leurs propres commandes;
- envisager la mise en place d'une procédure de tenue de la gestion des carnets de verbalisation, d'enregistrement des paiements et d'établissement du bordereau de versement au Trésor public.

Dans cette dernière hypothèse, le ministère de l'Intérieur (Direction des Transmissions et de l'Informatique) et le ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie (Direction Générale de la Comptabilité Publique) devront être préalablement informés de cette situation.

1.2 Les carnets d'encaissement immédiat

Chaque police municipale utilise des carnets d'encaissement immédiat qui sont remis par le Trésor public.

Les nouvelles modalités relatives à la distribution des carnets d'encaissement immédiat, dont la maquette a été revue, ont été précisées dans la lettre collective n° 8945 du 18 février 2002.

2. LA CRÉATION PROCHAINE D'UNE RÉGIE D'ETAT AU SEIN DE CHAQUE POLICE MUNICIPALE

Avant la publication de l'arrêté préfectoral instituant la régie d'Etat, le fonctionnaire territorial, chef de la police municipale, use des prérogatives attachées à sa prochaine nomination.

En attendant la très prochaine mise en œuvre effective de la régie (installation officielle du régisseur), cette autorité de police et les services qui lui sont rattachés doivent procéder au versement des chèques en paiement d'amendes forfaitaires ou des quittances à souches d'encaissement immédiat, au guichet de la trésorerie déterminée pour le futur dispositif.

Pour cela comme pour l'encaissement et la conservation des instruments de paiement, il devra ainsi, d'une part, suivre les règles de fonctionnement des régies et, d'autre part, utiliser les documents prévus à cet effet.

L'arrêté cadre du 29 juillet 1993, qui habilite les préfets à instituer ou à modifier des régies d'avances et de recettes de l'Etat auprès des services régionaux ou départementaux relevant du ministère de l'Intérieur, a été modifié, par l'arrêté du 29 mars 2002 (cf. annexe 1), pour permettre l'encaissement des amendes forfaitaires et des consignations par un policier municipal désigné comme régisseur de l'Etat.

En application de cet arrêté cadre modifié, un arrêté préfectoral suffira pour créer la régie de l'État auprès d'une police municipale (cf. modèle présenté en annexe 2).

Après la publication de l'arrêté préfectoral créant la régie de l'État, un autre arrêté préfectoral devra désigner nominativement le régisseur et son suppléant. (cf. modèle présenté en annexe 3).

La création de la régie et la nomination du régisseur se feront en concertation avec le maire de la commune concernée.

Comme toute régie d'État, elle sera rattachée à la trésorerie générale et contrôlée par ses services.

Le fonctionnaire territorial, chef de la police municipale, est assisté des autres policiers municipaux qu'il aura désignés. Qualifiés de mandataires, ces derniers encaissent des recettes pour le compte du régisseur, seul responsable personnellement et pécuniairement des opérations effectuées en son nom.

Le régisseur de l'État est installé par l'ordonnateur de rattachement, à savoir le Préfet ou l'un de ses délégués au plan local, en présence, le cas échéant, d'un représentant du trésorier-payeur général.

Le régisseur de l'État et ses mandataires reversent les fonds encaissés à la trésorerie qui aura été déterminée, en liaison avec le préfet et le régisseur, par le trésorier-payeur général du département dans lequel la régie est créée.

Le trésorier-payeur général doit toujours être en possession de la liste des mandataires et d'un spécimen de leur signature. Cette liste devra être impérativement mise à jour.

Le comptable assignataire de la régie créée est le trésorier-payeur général du département dans lequel elle est instituée.

Le régisseur mis en débet peut obtenir du ministre chargé du budget soit la décharge totale ou partielle, soit la remise gracieuse de leur responsabilité conformément aux dispositions du décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs et à celle du décret n° 64-1022 du 29 septembre 1964 modifié relatif à la constatation et à l'apurement des débits des comptables publics et assimilés. Cette demande doit être revêtue de l'avis de l'ordonnateur principal concerné et de celui du comptable public assignataire.

3. RELATION DU REGISSEUR DESIGNE AVEC LE TRESOR PUBLIC

3.1. LE RÔLE DU RÉGISSEUR

3.1.1. La procédure de versement

La police municipale remet les bordereaux de versement en paiement d'amendes forfaitaires et des quittances à souches d'encaissement immédiat à la trésorerie déterminée.

Préalablement à la remise des chèques à cette trésorerie, la police municipale appose au verso de chacun d'eux son cachet. Cette formalité facilitera les recherches dans le cas où le chèque serait rejeté par la Banque de France.

3.1.2. Le versement

En principe, le versement à la caisse du comptable du Trésor a lieu le jour même de la réception des chèques.

Par dérogation à ce principe, les versements pourront intervenir deux fois par semaine.

3.2. LE RÔLE DU TRÉSOR PUBLIC

3.2.1. La remise des bordereaux de versement

A la réception de chaque bordereau de versement, le comptable du Trésor vérifie :

- la continuité de la numérotation dans la série annuelle de chaque police municipale ;
- l'exactitude du montant total du versement.

Après ces vérifications, le comptable du Trésor appose sa signature sur le bordereau de versement (un exemplaire est destiné à la police municipale ; l'autre exemplaire est conservé par le comptable du Trésor).

3.2.2. L'information et la formation des régisseurs

Le trésorier-payeur général communiquera aux régisseurs concernés :

- l'instruction codificatrice n° 00-016-A6 du 22 février 2000 dont les dispositions sont applicables à la procédure du versement des chèques en paiement d'amendes forfaitaires : phase de la procédure d'encaissement (chapitre 2), comptabilisation du versement des fonds (chapitre 3) ainsi que les modèles des imprimés à utiliser.
- l'instruction codificatrice sur l'encaissement immédiat, prochainement diffusée, qui explicitera les modalités de versement des quittances à souches d'encaissement immédiat ; elle se substituera à la note technique n° 24828 du 25 avril 1990.

Le trésorier-payeur général pourra en outre organiser une action de formation, à l'intention des services verbalisateurs de son département, pouvant porter aussi bien sur le fonctionnement de ces régies que sur les conditions d'exécution des diverses phases de la procédure de versement des chèques en paiement d'amendes forfaitaires ou des quittances à souches remis à l'encaissement.

4. MATÉRIEL INFORMATIQUE : UTILISATION DE WIN-AF.

Le ministère de l'Intérieur recommande à la commune d'utiliser un outil informatique ayant une interface compatible avec le système en place au sein des secrétariats des officiers du ministère public (GAIA.OMP).

En effet, une telle organisation informatique permet la transmission télématique des informations nécessaires à la prise en compte des contraventions, relevées par les agents de police municipale, par les secrétariats des officiers du ministère public.

Le ministère de l'Intérieur met gracieusement à la disposition des polices municipales l'application WIN-AF qui permet de tenir une gestion de carnets de verbalisation, d'enregistrer les paiements, de transmettre aux secrétariats des officiers du ministère public les amendes impayées et/ou passibles de retrait de points et d'établir automatiquement un bordereau de chèques destiné à la trésorerie. Il utilise une table NATINF mise à jour régulièrement.

Les communes intéressées se feront connaître auprès des services de la préfecture.

Afin d'éviter la co-existence de deux régimes différents d'amendes forfaitaires (transmission immédiate et conservation par les communes en attente de paiement), la date de départ de l'encaissement du produit des amendes par les polices municipales devra être arrêtée en concertation avec les officiers du ministère public territorialement compétents.

5. RECENSEMENT DES CONTRAVENTIONS DRESSÉES PAR LES AGENTS DE POLICE MUNICIPALE

Dans le recensement annuel des contraventions relevées par les différents services de police, qui entrent dans le calcul de la répartition du produit de la ligne budgétaire 312 entre les différentes collectivités territoriales bénéficiaires, les amendes forfaitaires dressées par les agents de police municipale seront désormais prises en compte dans ces statistiques.

ANNEXE N° 1 : Arrêté du 29 mars 2002 modifiant l'arrêté cadre du 29 juillet 1993.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

Arrêté portant modification de l'arrêté du 29 juillet 1993 modifié, habilitant les préfets à instituer ou à modifier des régies d'avances et de recettes de l'État auprès des services régionaux ou départementaux relevant du ministère de l'intérieur.

Le ministre de l'intérieur et le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment l'article 18 ;

Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976 ;

Vu le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 modifié relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

Vu le décret n° 97-165 du 24 février 1997 portant modification du décret n° 81-778 du 13 août 1981 fixant le tarif des droits à percevoir dans les chancelleries diplomatiques et consulaires et, en territoire français, par le ministère des affaires étrangères ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 1981 fixant le montant maximum de l'encaisse et de l'avoir en compte de disponibilité, modifié par l'arrêté du 19 juillet 1990 ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif au taux de l'indemnité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu l'arrêté du 29 juillet 1993 modifié, habilitant les préfets à instituer ou à modifier des régies d'avances et de recettes de l'État auprès des services régionaux ou départementaux relevant du ministère de l'intérieur,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 portant adaptation de la valeur en euro de certains montants exprimés en francs (disposition réglementaire issue d'arrêtés du Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie) ;

Vu l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;

Vu l'arrêté du 28 janvier 2002 relatif au montant par opération des dépenses de matériel et de fonctionnement payable par l'intermédiaire d'un régisseur d'avances.

ARRETEMENT :

Article 1er - L'article 2 de l'arrêté du 29 juillet 1993 est complété ainsi qu'il suit :
« ainsi que des régies auprès de la police municipale ».

Article 2 - Un titre V « régies de recettes des services de police municipale » est inséré.
Il est rédigé ainsi :
« article 20 : Des régies de recettes peuvent être créées dans les services de police municipale pour percevoir :

- 1) le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation en application des dispositions de la loi n° 99-291 du 15 avril 1999 ;
- 2) le produit des consignations prévues par l'article 121-4 du code de la route ».

Article 3 : Les articles 20 et 21 deviennent les articles 21 et 22.

Article 4 - Le directeur de la programmation des affaires financières et immobilières au ministère de l'intérieur et le directeur général de la comptabilité publique au ministère de l'économie, des finances et de l'industrie sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 29 MARS 2002

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR

Le sous-directeur
des affaires financières

Lionel BEFFRE

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE
Pour le ministre et par délégation

Le directeur général de la comptabilité publique

Par la voie de
Directeur Général de la Comptabilité Publique

L'INSPECTEUR DES FINANCES

chargé de la Sous-Direction

Jean-Louis ROUQUETTE

ANNEXE N° 2 : Arrêté Préfectoral portant institution d'une régie de recettes auprès de la police municipale d'une commune.

PREFECTURE DE (à compléter)

LE PRÉFET DE (à compléter)

VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2212-5 ;

VU le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, notamment son article 18 ;

VU le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976 ;

VU le décret n°92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

VU le code de la route, notamment son article R. 130-2 ;

VU l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 ;

VU l'arrêté interministériel du 29 juillet 1993 modifié habilitant les préfets à instituer ou à modifier des régies d'avances et de recettes de l'Etat auprès des services régionaux ou départementaux relevant du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire ;

VU l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;

A R R E T E :

Article 1^{er} : Il est institué auprès de la police municipale de la commune de (à compléter) une régie de recettes de l'Etat pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales, et le produit des consignations prévues par l'article L 121-4 du code de la route.

Article 2 : Le régisseur, responsable de la police municipale, peut être assisté d'autres agents de police municipale désignés comme mandataires.

Article 3 : Le régisseur et ses mandataires encaissent et reversent les fonds à la trésorerie déterminée explicitement par le trésorier-payeur général du département dans lequel la régie est créée. Le trésorier-payeur général doit toujours être en possession de la liste exhaustive des mandataires.

Article 4 : Le préfet de (*à compléter*) est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à (*à compléter*), le

Le Préfet de (*à compléter*)

ANNEXE N° 3 : Arrêté Préfectoral portant nomination d'un régisseur d'Etat auprès de la police municipale d'une commune.

PREFECTURE DE (à compléter)

LE PRÉFET DE (à compléter)

VU l'arrêté préfectoral du (à compléter) portant institution d'une régie de recettes auprès de la police municipale de la commune de (à compléter) ;

A R R E T E :

Article 1^{er} : Monsieur (Madame ou Mademoiselle) prénom, nom, responsable de la police municipale de la commune de (à compléter) est nommé régisseur pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales, et le produit des consignations prévues par l'article L 121-4 du code de la route.

Article 2 : Monsieur (Madame ou Mademoiselle) prénom, nom, est désigné suppléant.

Article 3 : Les autres policiers municipaux de la commune de (à compléter) sont désignés mandataires.

Article 4 : Le préfet de (à compléter) est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à (à compléter), le

Le Préfet de (à compléter)